



Royaume des Pays-Bas

MASOLO

Nr 37 / Avril 2016



BULLETIN D'INFORMATIONS ÉCONOMIQUES DE L'AMBASSADE DU ROYAUME DES PAYS-BAS À KINSHASA



Le dollar rendu obligatoire dans les secteurs des mines et des hydrocarbures

Les entreprises actives dans les secteurs congolais des mines et des hydrocarbures devront désormais acquitter le paiement des taxes et des droits de douanes en dollars américains plutôt qu'en francs congolais, a annoncé la Banque centrale du Congo (BCC). Une décision qui intervient alors que les autorités de la RD Congo tentent de freiner le recul des réserves de change entamées par la chute des cours des matières premières minières et des hydrocarbures sur les marchés internationaux. Selon l'agence américaine Standard & Poor's, les réserves de change du pays avaient « atteint un niveau faible de \$ 1.2 milliard le 31 décembre 2015, ce qui correspond à environ un mois de paiements courants ». L'annonce de la BCC prend le contre-pied de la réglementation de change qu'elle avait introduite en mai 2014, qui faisait du franc congolais la principale monnaie pour toutes les opérations de change au moment où le pays se lançait dans un processus de dé-dollarisation. (Source: Jeune Afrique & Reuters. Photo: www.oeildafrique.com)

Actualités néerlandaises

PAGE 2

- FMO cofinance un projet de production d'électricité sur le Lac Kivu
- Evolution des exportations de marchandises néerlandaises
- Les Pays-Bas leader dans les demandes de brevet
- Le recyclage des cartons de boissons: Une nouveauté aux Pays-Bas
- Le financement de projets d'énergie durable augmente grâce au crowdfunding

Actualités en RDC

PAGE 3

- RDC et Tanzanie: KenolKobil claque la porte
- ENRC va couper plus de 2.000 emplois miniers au Congo
- Financement supplémentaire de la Banque Mondiale pour le développement des routes en RDC
- La société civile craint un abandon de la réforme du code minier
- Le gouvernement et les entreprises s'accordent sur des mesures de stabilisation de l'économie
- Dépréciation du Franc congolais, la Banque Centrale prend des mesures
- Forêts de la RDC : La France promet des compensations pour le maintien du moratoire

Congo-Brazzaville

PAGE 4

- 1.200 milliards de FCFA de crédits distribués par les banques au Congo en 2015
- Vers une autosuffisance des besoins domestiques en ciment
- Fitch et Moody's dégradent la note du Congo-Brazzaville
- Les Congolais ont voté dans un contexte de coupure de téléphone et d'Internet
- L'agence de publicité congolaise Sapro prend le contrôle de Global Outdoor Systems

PAGE 5

Post Scriptum

- Dutch Risk Reduction Team : Réduire les risques de catastrophes liées à l'eau
- Informations Pratiques & Contact

FMO cofinance un projet de production d'électricité sur le Lac Kivu



Le projet travaille en étroite collaboration avec la société américaine ContourGlobal avec un cofinancement de FMO. Depuis la fin de l'année dernière, le projet produit déjà 25 MW pour le compte de la société Energy Rwanda Group. Situé entre le Rwanda et la République démocratique du Congo, le lac Kivu est l'un des seuls lacs dans le monde ayant du gaz méthane. Ceci est dû au fait que le lac est situé dans une zone volcanique. La réserve de méthane est estimée à 60 km³, ce qui est suffisant pour générer environ 500 mégawatts d'électricité sur une période de cinquante ans.

La société américaine Contour Global a commencé la construction d'une usine de gaz méthane depuis quelques années. L'usine pompe 3.000 m³ de gaz par heure à une profondeur de 350 mètres, dont 400 litres de gaz de méthane est récupéré. Une des centrales produit de l'électricité depuis l'année dernière. Une autre société américaine a récemment signé un accord pour la construction d'une deuxième usine de 50 MW dans la région du lac Kivu. La RDC y trouve, également, un intérêt dans la récupération du gaz méthane du lac. (Photo: www.rwandaenergy.com)

Le recyclage des cartons de boissons: Une nouveauté aux Pays-Bas



Pour la première fois aux Pays-Bas, les cartons des boissons sont traités d'une manière particulièrement respectueuse de l'environnement par l'entreprise familiale Van Houtum. Le projet de recyclage a été mis en place par le programme WBSO pour la recherche et le développement. Rabobank a également financé la nouvelle production à travers un programme de fonds verts. Van Houtum compte recycler environ 12.000 cartons en 2016.

Les cartons de boissons ne produisent pas seulement de la fibre de papier mais également de l'aluminium et du plastique. La société lave les cartons sans procédés chimiques. Une fois l'aluminium et le plastique nettoyés, ils sont transmis à un autre partenaire, comme Suez, pour un traitement ultérieur. L'entrepreneuriat circulaire et bio sont des mots clés dans la philosophie de Van Houtum. (Photo: www.packonline.nl)

Evolution des exportations de marchandises néerlandaises



Mesuré en volume, 4% en plus de marchandises ont été exportées en 2015 comparé à 2014. Mesurée en valeur, cependant, on note une diminution de 1,8% soit € 425,9 milliards de marchandises exportées en 2015. Cette diminution est principalement due à la chute des prix du pétrole : les ventes en Afrique ont baissé de -0,7%. Les exportations de marchandises vers le plus grand marché africain, le Nigeria, ont augmenté de 9,3%.

Les exportations vers le deuxième exportateur du continent africain, l'Afrique du Sud, a augmenté de 19,5%. En outre, les exportations ont progressé en Algérie (+ 12,4%), au Maroc (+ 7,7%) et en Tunisie (+ 2,2%). En Egypte (-2,6%) et en Libye (-20,9%), on a constaté une diminution. Des indicateurs prédictifs brossent un tableau mitigé sur l'évolution économique attendue. Mis à part les exportations de gaz, les attentes pour le macro-export sont positives.

Alors que plusieurs pays devront faire face à un ralentissement de leur croissance économique, d'autres pays bénéficieront, néanmoins, d'une forte croissance. (Photo: www.nieuwsbladtransport.nl)

Les Pays-Bas leader dans les demandes de brevet

Les Pays-Bas occupent la septième place en ce qui concerne les demandes de brevets européens. Le nombre de demandes de brevet néerlandais a augmenté de 3,5% par rapport à 2014. L'augmentation des demandes de brevets sont de bonnes nouvelles, car elle indique qu'il y a de l'innovation et, éventuellement, plus de productivité et de prospérité. Philips est en tête des entreprises qui demandent des brevets, devant Samsung.

La technologie médicale réalise une forte augmentation, et reste le secteur qui a le plus de demandes de brevets. Les demandes des États-Unis ont chuté de 7%, mais ce pays reste en tête de la liste globale, avec un total de 65,754 demandes. L'Allemagne est le pays européen le mieux classé de la liste et garde la 3ème position avec 31,670 demandes.

Le financement de projets d'énergie durable augmente grâce au crowdfunding



Le financement participatif (crowdfunding) est la forme de financement et d'investissement qui a la plus forte croissance aux Pays-Bas. Derrière les États-Unis et la Grande-Bretagne, les Pays-Bas est le plus grand marché de financement participatif.

Le secteur des énergies renouvelables a collecté plus de 11 millions d'euros de fonds par financement participatif. Selon un rapport publié par l'agence néerlandaise pour les entreprises (RVO), cela représente près de 10% du marché total du financement participatif des Pays-Bas. € 2.8 millions ont été consacrés aux innovations énergétiques durables principalement dans les secteurs solaire, la biomasse et de l'environnement bâti. Les € 8.7 millions restants ont été consacrés aux technologies des énergies renouvelables qui ont déjà fait leurs preuves, principalement ceux du secteur solaire.

Les fonds sont recueillis par un groupe diversifié composé de coopératives d'énergie, d'entreprises et d'institutions sociales. Les projets pour l'énergie collectent en moyenne € 142.000 millions. Dans le financement participatif, les ratios de tangibilité et de retour de risques sont des critères importants pour les investisseurs. (Photo: divvygreen.com)

KenolKobil claque la porte

KenolKobil, le 3e plus important distributeur de pétrole kényan, a quitté les marchés congolais et tanzaniens accusant les gouvernements de ces pays de pratiques fiscales qui le rendent incapable de rivaliser sur le marché. «Dans tous les pays où nous opérons, nous respectons les règles. Mais quand les gens ne paient pas d'impôts, vous ne pouvez pas rivaliser avec eux», a expliqué à la presse, David Ohana, le directeur général de la compagnie. «Il y a beaucoup d'évasion fiscale dans ces deux marchés et nous ne voulons pas nous compromettre» a-t-il ajouté.

Pour lui, cette situation qui perdure depuis plusieurs années est une raison suffisante de prendre la porte de sortie. En RDC, la société détient une installation de stockage à sec de 4000 mètres cubes à Lubumbashi. Les autorités de la RD Congo quant à elles ne sont pas encore exprimées sur le sujet. (Source: Agence Ecofin)

Financement supplémentaire pour le développement des routes en RDC



La Banque mondiale a accordé à l'Association Internationale de Développement (IDA) un crédit supplémentaire de \$ 125 millions pour le Projet "Réouverture des Routes Prioritaires et Projet de Maintenance" (Pro-Routes). Les activités proposées dans le cadre des nouveaux fonds augmenteraient le nombre de km de routes améliorées et ré-ouvertes dans le cadre du projet initial à un total d'environ 3.344 km, ce qui représente environ 30% des 9.000 km du réseau prioritaire des routes en terre.

Cette mesure rétablit l'accès routier durable entre les capitales des provinces, districts et territoires dans la Province Orientale (Tshopo, Bas-Uélé et Ituri), au Nord et Sud-Kivu, dans le Katanga (Tanganyika et Haut-Katanga) et dans l'Equateur (Sud-Ubangi), et ouvre des liaisons routières vers l'Ouganda et la République Centrafricaine. Le développement du secteur des transports en RDC est un élément critique de la politique du gouvernement visant à stimuler la croissance économique, contribuer à la réduction de la pauvreté, et de fournir une connectivité de base dans les endroits éloignés du pays. (Source: Banque mondiale. Photo: www.portail242.info)

Dépréciation du Franc congolais, la Banque Centrale prend des mesures

Le Franc congolais s'est déprécié jusqu'à 955 CDF pour un dollar américain. Pour faire face à ce choc, la Banque Centrale a mis en vente \$50 millions par adjudication pour ponctionner la surliquidité de la CDF sur un marché de change où il y a rareté des devises.

Selon Albert T. Bampa, chercheur au Centre d'Economie de la Sorbonne, cette décision entraînera deux conséquences négatives sur la stabilisation macroéconomique liée au boom des matières premières : «le maintien de degré élevé de dollarisation qui va compliquer la conduite des politiques monétaire et de taux de change ; et la perte des revenus de seigneurage qui sont nécessaires au moment où les rentes issues de pétrole et des minéraux cuprifères sont en baisse». (Source: Zoom Eco)

ENRC va couper plus de 2.000 emplois miniers au Congo



La société, détenue par l'Eurasian Resources Group, prévoit de supprimer 996 emplois à son unité d'exploitation minière Boss, et 1.300 au Congo Cobalt Corporation (CCC) dans le sud du pays, a déclaré Dieudonne Shimbi, le coordinateur provincial pour TUMEC - l'un des syndicats négociants pour les travailleurs. CCC est la propriété exclusive de ENRC qui détient une participation de 70% dans Patron Mining. Gécamines détient les 30% restants.

ENRC n'a pas souhaité faire des commentaires. "L'employeur a basé ses justifications sur le prix actuel du cuivre disant qu'il fonctionnait pratiquement à perte", a déclaré M. Shimbi. Le prix de référence du cuivre a baissé de 25% l'an dernier dû à la baisse de la demande de la Chine, grand consommateur de métaux industriels. Le Congo a vu sa production sensiblement chuter en 2015, selon la Chambre des mines du pays, en raison de l'effondrement des prix et des 18 mois de suspension de l'unité de Glencore situé au Katanga. (Source: Reuters. Photo: blog.kpmgafrica.com)

La société civile craint un abandon de la réforme du code minier

La société civile s'inquiète de l'abandon de la réforme du code minier, ce qui permettrait de faire rentrer plus de recettes dans les caisses de l'Etat et d'être plus transparent. Plusieurs organisations de la société civile ont envoyé un memorandum au Premier ministre. Il y a une chose sur laquelle le gouvernement et la société civile semblent d'accord : les nombreux désavantages de l'actuel code minier.

Adopté en 2002, il a permis la création des titres miniers et d'attirer les investisseurs. Mais, le texte reste trop largement favorable aux sociétés minières au détriment de l'Etat congolais ou même de la population. Pour la société civile, l'excuse de la baisse des prix des cours ne tient pas. La société civile craint que cette décision soit fondée sur des pressions des entreprises minières et de groupes d'intérêts. (Source : RFI)

Le gouvernement et les entreprises s'accordent

Le gouvernement et la Fédération des entreprises du Congo (FEC) se sont accordés au cours d'une réunion mixte sur l'application de 28 mesures visant la stabilisation de l'économie du pays, secouée par la chute des prix des matières premières sur le marché international. Parmi les accords, il y a l'unification et la restructuration des régies financières et le renforcement des contrôles dans le respect des règles.

Les entreprises ont été encouragées à se conformer aux lois et règlements. D'autres mesures ont consisté à la mise en place de plus de rigueur dans l'octroi des exonérations, la réduction des taxes à l'exportation de certains produits. La FEC, la Confédération des petites et moyennes entreprises du Congo (COPEMECO), la Fédération nationale des petites entreprises du Congo (FENAPEC) étaient satisfaites d'avoir été associées à cette réunion. (Source : Xinhua)

Forêts de la RDC : La France promet des compensations pour le maintien du moratoire



La ministre française de l'Environnement, Ségolène Royal, a annoncé à Kinshasa "travailler" pour "aboutir" à des compensations en faveur des pays qui protègent leurs forêts comme la République démocratique du Congo, qui observe un moratoire depuis 2002. Mme Royal s'était exprimée dans le cadre d'une tournée africaine en sa qualité de présidente du sommet sur le climat de Paris (COP21).

Robert Bopolo, ministre congolais de l'Environnement, avait "confirmé" à l'AFP l'intention de la RDC de lever le moratoire "dans l'intérêt [financier] de la République", estimant que la mesure faisait perdre d'importantes recettes au pays. Les forêts congolaises représentent 145 millions d'hectares, dont 60 millions exploitables, selon le ministère de l'Environnement. Pour Mme Royal, l'efficacité de la lutte contre les changements climatiques dépend "des règles de justice" imposées à ceux qui polluent le plus, en faveur de ceux qui consentent "plus d'efforts de protection". (Source : AFP. Photo: wrm.org.uy)

1.200 milliards de FCFA de crédits distribués par les banques au Congo

REPUBLIC OF THE CONGO
CREDIT CARD



Les banques implantées au Congo, ont distribué en 2015, des crédits de près de 1200 milliards de FCFA, a révélé le ministre congolais des finances et du portefeuille public, Gilbert Ondongo. Malgré ces avancées, il a déploré le faible taux de bancarisation qui est de 13 %. Selon lui, les crédits distribués à l'économie ne sont pas des crédits à long terme, ce qui n'est pas de nature à soutenir des investissements lourds.

Le Congo compte aujourd'hui 11 banques et une mutuelle d'épargne du Congo (MUCODEC) qui affiche un total bilan de 2.269 milliards FCFA, a indiqué Gilbert Ondongo. « Aujourd'hui, le Congo s'est hissé à la deuxième place en nombre de banques installées dans la sous-région d'Afrique centrale » a fait remarquer M. Ondongo. Et le nombre de comptes bancaires ouverts est passé de 45.000 en 2005, à plus de 384.000 en décembre 2014. (Source: Xinhua. Photo: www.colourbox.com)

Les Congolais ont voté dans un contexte de coupure de téléphone et d'Internet



Les Congolais avaient voté le 20 mars pour une élection présidentielle opposant huit candidats au chef de l'Etat sortant Denis Sassou Nguesso, qui cumule plus de 32 ans de pouvoir. Les autorités avaient décidé de couper toutes les télécommunications (téléphone, internet, SMS) dans le pays pour 48 heures « pour des raisons de sécurité et de sûreté nationales » afin d'empêcher l'opposition de publier des « résultats illégaux ».

Dans un pays marqué par un taux de chômage avoisinant 40% (60% chez les jeunes), les questions économiques et sociales avaient été au centre de la campagne électorale. C'est Denis Sassou Nguesso qui a été réélu au premier tour avec 60,39% des voix, selon les résultats officiels. La candidature de M. Sassou Nguesso, né en 1943, a été rendue possible après un récent changement de constitution qualifié de « coup d'Etat constitutionnel » par les détracteurs du chef de l'Etat. (Source: Radio Okapi. Photo: www.ibtimes.com)

Vers une autosuffisance des besoins domestiques en ciment



Cimaf Congo, fruit de la coopération entre le Congo et le Maroc, aura une production de 500.000 tonnes par an expansive à 1.000.000 tonnes. Avec l'inauguration de cette usine, le Congo se rapproche peu à peu de l'équivalent besoins intérieurs en ciment estimés à 2.000.000 de tonnes par an, comme l'a expliqué Isidore Mvouba, ministre d'Etat, ministre du Développement industriel et de la Promotion du secteur privé : « La production de Cimaf est estimée à 500.000 tonnes à laquelle s'ajoutent celles de Forspak 400.000 tonnes, et Sonoc 300.000 tonnes, Unibeco 100.000 tonnes.

Dangote sera à même de produire 1.500.000 tonnes par an, Diamond Cement à Mindouli 600.000 tonnes par an puis plus tard une capacité de production de 1.200.000 tonnes. Toutes ses productions combleront largement les besoins en consommation domestique et généreront un surplus destiné à l'exportation». L'usine va générer 95% d'emplois réservés aux nationaux. (Source : Agence d'information d'Afrique Centrale Photo: www.primature.cd)

Fitch et Moody's dégradent la note du Congo-Brazzaville

Moody's a abaissé la note de long terme du pays de « B+ » à « B », tandis que Fitch l'a réduite de « Baa3 » à « B1 ». Si dans les deux cas, la baisse n'est que d'un cran, la décision de Fitch fait basculer la notation du pays dans la catégorie dites « highly speculative ». Les deux agences ont placé la note du pays sous surveillance négative.

Dans leur rapport, Moody's et Fitch expliquent leur décision par la détérioration des indicateurs macroéconomiques du pays dans la foulée de la chute du prix du pétrole, qui représente 69 % des recettes publiques et plus de 80 % des exportations du pays. Moody's table sur un baril à \$ 33 en 2016 et \$ 38 en 2017, quand Fitch table sur \$ 35 et \$ 45 respectivement. (Source: Jeune Afrique)

L'agence de publicité congolaise Sapro prend le contrôle de Global Outdoor Systems



Le groupe congolais Sapro se positionne pour devenir un acteur continental dans la publicité après l'acquisition du géant Sud Africain des affiches publicitaires, Global Outdoor Systems (GOS). Le rachat, négocié par RMB Corvest, a été finalisé en décembre de l'année dernière et devait rester secret jusqu'au retour de Paul Obambi, PDG et fondateur de Sapro, de sa visite des installations de GOS à travers le continent.

Le rachat surprise de \$ 50 millions par GOS, qui opère dans 16 pays africains et gère environ 6.000 panneaux d'affichage, a permis à Sapro de surpasser ses concurrents. Sapro est comptée parmi les plus grandes entreprises privées du pays, en dehors du secteur pétrolier. Avant de s'étendre en Afrique du Sud, la société, qui possède également le groupe d'affichage et d'impression Media International, était déjà présent dans six pays. (Source: The Africa Report. Photo: mukoni.wordpress.com)

POST SCRIPTUM

Dutch Risk Reduction Team : Réduire les risques de catastrophes liées à l'eau

De nombreux pays à travers le monde font face à des menaces d'eau sévères. Souvent, ces pays ont un besoin urgent de conseils d'experts sur la façon de prévenir une catastrophe ou comment reconstruire après une calamité. Par exemple, quand un pays a été frappé par des inondations graves, le besoin de conseils se fait sentir sur la façon de construire un avenir durable et plus sûr. Pour répondre rapidement à ces besoins, le gouvernement néerlandais a mis en place une équipe néerlandaise de réduction des risques (DRR-Team). Cette équipe d'experts conseille les gouvernements sur la façon de résoudre les problèmes urgents liés aux risques d'inondation, de pollution de l'eau et de l'approvisionnement en eau, pour prévenir les catastrophes ou reconstruire suite à des catastrophes liées à l'eau.



Des Conseils pour tous les problèmes touchant à la gestion de l'eau

Les Pays-Bas ont réuni ses meilleurs experts en gestion d'eau dans l'équipe néerlandaise de réduction des risques. Elle se compose de conseillers de haut niveau soutenus par une large base d'experts techniques qui peuvent fournir une expertise de haut niveau et sur mesure aux gouvernements qui sont confrontés à des défis graves et urgents liés à l'eau. Les néerlandais sont experts pour s'adapter à l'eau dans un monde en mutation; de la gestion du delta à la technologie de l'eau, de la planification urbaine à la gouvernance, les partenariats public-privé et l'ingénierie financière.

Comment fonctionne l'équipe de DRR?

Les gouvernements qui font face à de graves problèmes d'eau sont fortement recommandés de contacter l'ambassade néerlandaise en RDC. L'ambassade fera la liaison avec le gouvernement néerlandais. Les déploiements de l'équipe DRR peuvent seulement avoir lieu après une invitation par le gouvernement central de l'état hôte. De plus, l'équipe DRR ne traite que les problèmes d'eau les plus urgents tels que les calamités liées à l'eau ces dernières ou les catastrophes imminentes liées à l'eau. L'équipe de DRR ne se concentre pas sur les secours d'urgence, mais plutôt sur des solutions durables. Quand le feu vert est donné pour le déploiement, l'équipe de DRR sera envoyé sur terrain. A son arrivée, l'équipe DRR examinera et évaluera la situation en collaboration avec les responsables des gouvernements locaux et des experts. L'équipe émettra des recommandations afin de résoudre le problème.

Résoudre les problèmes de l'eau ensemble

Les Pays-Bas veulent partager leur savoir-faire de l'eau afin de résoudre les problèmes mondiaux de l'eau. Un nombre de pays croissant sera confronté aux problèmes de l'eau dans les décennies à venir. Dans le futur (proche), une grande partie de la population mondiale vivra dans les zones côtières de faible altitude, en particulier dans les mégapoles qui sont vulnérables aux inondations, à la pollution de l'eau et aux pénuries d'eau. Les Pays-Bas - qui sont pour une grande partie en dessous du niveau de la mer - ont des siècles d'expérience en matière de gestion de l'eau; mais cette expérience est également mondiale.

Pour plus d'informations sur l'équipe néerlandaise de réduction des risques, veuillez contacter l'ambassade des Pays-Bas à Kinshasa.

Pour plus d'informations sur le secteur de l'eau néerlandais:

<http://www.dutchwatersector.com/>

Ambassade des Pays-Bas à Kinshasa

Coordonnées

11, avenue Nzongotolo
Immeuble Residence 55, Kin-Gombe

Téléphone : +243 99 6050 600

Urgence : +243 99 818 62 24

Fax : +243 99 6050 629

E-mail : kss@minbuza.nl

Adresse Postale aux Pays-Bas

Lokatie 309 / ZMA Kinshasa
Postbus 12200 - 2500 DD Den Haag

Horaires d'ouverture

Lundi - Jeudi / 08:00 - 16:30

Vendredi / 08:00 - 13:30

Section consulaire

Lundi et Mercredi / 09:00 - 12:00

Les autres jours uniquement sur RDV.

Consulat de Brazzaville

Adresse

30, Blvd Denis Sassou N'Guessou
B.P 277 M'Pila - Brazzaville

Horaires d'ouverture

Lundi - Vendredi / 09:00-16:00 (Consulat)

Mardi & Jeudi / 09:00-12:00 (affaires consulaires)

Consule Honoraire

Madame Hilly-Anne Fumey

Tel : +242 06 924 14 07

E-mail: hamvanbaggum@yahoo.fr

Vous avez des commentaires, suggestions, remarques ou toutes autres questions, prière de prendre directement contact avec la section économique de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Kinshasa :

Tel : +243 99 060 50 627

E-mail : kss-hb@minbuza.nl

Disclaimer / Desistement

Vous avez reçu ce bulletin parce que vous aviez été précédemment en contact avec l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Kinshasa. Prière de transmettre un e-mail à kss-hb@minbuza.nl si vous ne désirez plus le recevoir.

Le contenu de ce bulletin ne reflète pas l'opinion de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Kinshasa. Il s'agit simplement d'un résumé d'articles publiés aussi bien par la presse nationale qu'internationale.

Credit photos : internet

Rejoignez-nous sur www.linkedin.com



M. Gerard Michels (Ambassadeur)

Mme Corina van der Laan (Chef de mission adjoint)

M. Francis Wilanga (Sr Economic policy officer)

M. Christian Senga (Economic policy officer Est de la RDC)

Mme Sandy Makola (Economic policy officer)

M. Paul Deza de Messiac (Stagiaire)

